

Les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires se réjouissent de la signature de l'accord de PTPGP

Santiago, Chili – 8 mars 2018 – L'Alliance canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) se réjouit de la signature historique par le gouvernement canadien de la version définitive de l'accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et exhorte les dirigeants à le ratifier rapidement.

Aujourd'hui, quelques semaines après la conclusion des négociations au Japon, le ministre canadien du Commerce, François-Philippe Champagne, ainsi que ses homologues de dix pays de la côte du Pacifique ont signé l'accord de PTPGP dans le cadre d'une cérémonie officielle au Chili. Cette signature confirme que le texte complet peut commencer à faire l'objet du processus de ratification auprès du gouvernement canadien et des autres pays signataires.

« Nous sommes stimulés par l'engagement du Canada envers cet accord, et heureux de constater que nous nous approchons de sa ratification », souligne Brian Innes, président de l'ACCA. « L'accès préférentiel qui nous est offert pour la première fois aux marchés du Japon, du Vietnam, de la Malaisie et de Singapour dynamisera le secteur des exportations agroalimentaires et nous lancera dans la bonne voie pour atteindre l'ambitieux objectif gouvernemental correspondant de 75 milliards \$ d'ici 2025 ».

La mise en œuvre de l'accord de PTPGP permettra au Canada de disposer de nouveaux accords de libre-échange avec sept pays de l'Asie Pacifique et modernisera les accords commerciaux existants avec les pays de l'Amérique latine (Mexique, Chili et Pérou). Le gain majeur pour les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires est toutefois le Japon, troisième marché d'exportations agroalimentaires en importance pour le Canada, et qui représente un marché stable à valeur ajoutée pour ces produits; le Japon importe en effet annuellement pour 4 milliards \$ de produits agroalimentaires canadiens. Le PTPGP procurera en outre au Canada un avantage concurrentiel dans la région, par rapport aux États-Unis qui ne font plus partie de l'accord.

« Une fois mis en œuvre, l'accord apportera une plus grande stabilité et sera une source de prospérité pour le Canada », soutient Brian Innes. « Il faut maintenant que le gouvernement canadien et son Parlement fassent en sorte que l'accord se concrétise. » Les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires génèrent un PIB de 95,5 milliards \$. L'industrie des aliments et boissons est le plus important employeur au Canada avec près d'un quart de million d'emplois, soit plus que les secteurs de l'automobile et de l'aérospatial combinés.

L'accord entrera en vigueur 60 jours après que six pays l'aient ratifié et on s'attend à ce que plusieurs le fassent d'ici l'été. L'ACCA souhaite que le Canada figure dans la première vague de signatures afin de profiter pleinement des baisses initiales de tarifs.

« L'accès aux marchés internationaux, surtout ceux de l'Asie où la classe moyenne est en pleine expansion, sera synonyme de croissance pour nous », affirme Brian Innes. « Nous pouvons enfin commencer à nous rattraper auprès de cette région dont la croissance est actuellement la plus rapide du monde. Nos concurrents ont déjà pris une avance sur nous. Le Canada devrait donc ouvrir la voie pour mettre cet accord en place. »

L'Australie, le Mexique et le Chili ont déjà en effet des accords de libre-échange avec le Japon. De plus, l'accord de libre-échange entre le Japon et l'Union européenne fera diminuer de 85 pour cent les tarifs japonais imposés aux exportations agroalimentaires européennes.

L'ACCA est l'un des premiers et des plus ardents défenseurs de cet accord commercial, et a donc accueilli très favorablement la nouvelle de l'issue des négociations en janvier. L'Association continuera à collaborer étroitement avec ses membres en vue de soutenir une ratification rapide de l'accord de PTPGP.

« Nous apprécions le leadership manifesté par les ministres Lawrence MacAulay et Francois-Phillipe Champagne, dans l'atteinte de cet accord qui permettra au secteur agroalimentaire de générer croissance et emplois », souligne Brian Innes. « À titre de partenaire du PTPGP, nous sommes bien positionnés pour accueillir de nouveaux venus comme les États-Unis, la Corée du Sud, Taiwan, la Thaïlande et les Philippines », ajoute M. Innes. « Nous espérons que toutes les parties prenantes reconnaîtront l'importance de cet accord et exhorteront le gouvernement, la Chambre des Communes et le Sénat à le ratifier rapidement ».

Des représentants de l'ACCA sont au Chili pour la cérémonie de signature. Ils ont participé à de nombreux cycles de négociations et ont rencontré à plusieurs reprises les négociateurs canadiens afin de s'assurer que l'accord procure de réels avantages à ses organisations membres.

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, Gary Stordy du Conseil canadien du porc, Kim O'Neil du Conseil des viandes du Canada ainsi que John Masswohl et David Haywood de la Canadian Cattlemen's Association étaient présents à la cérémonie de signature à Santiago.

L'ACCA est le porte-parole des exportateurs canadiens des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. L'Association représente les 90 pour cent d'agriculteurs qui dépendent du commerce international, ainsi que les éleveurs, les producteurs, les transformateurs et les exportateurs de produits agroalimentaires qui souhaitent assurer la croissance de l'économie par un meilleur accès aux marchés internationaux. Les industries représentées sont celles du bœuf, du porc, de la viande, des grains, des céréales, des légumineuses, du soya et du canola de même que celles du sucre, du malt et de la transformation des aliments. Les secteurs représentés par l'ACCA soutiennent plus d'un million d'emplois en milieu rural et urbain dans tout le Canada.

Pour plus d'information :

Claire Citeau
Directrice générale
Tél. : 613 560-0500/Cellulaire : 613 266-9104
cciteau@cafta.org